

Le zoom de ROSA

Eclairage du mois : Les profils de la sécurité alimentaire des pays du Sahel

Cet article est élaboré à partir d'une étude visant à établir les « profils de la sécurité alimentaire » des neufs pays du Sahel¹. La finalité de cette analyse est de fournir une photographie analytique d'indicateurs clés liés aux causes structurelles de l'insécurité alimentaire et de disposer des éléments permettant de comprendre la persistance ou non des crises alimentaires, mais surtout de décider des actions utiles à prendre pour améliorer la situation alimentaire et nutritionnelle des pays de la région. Ainsi, il s'agit de favoriser une meilleure dynamisation des efforts d'investissement des pays pour la recherche de solutions durables à l'insécurité alimentaire structurelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest.

Cette synthèse propose de revenir sur le *cadre d'analyse* retenu pour appréhender les causes de l'insécurité alimentaire. L'article sur le « point sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle » présente les résultats préliminaires de l'analyse au niveau régional. Un processus de validation est en cours dans les différents pays ayant participé à cette initiative. Le CSAO et le CILSS participent activement à la préparation des ateliers nationaux afin de valider les indicateurs et les analyses retenus ainsi que les résultats préliminaires avec les principaux intervenants du domaine de la sécurité alimentaire. En se basant sur cette expérience, ce travail sera étendu à l'ensemble des pays de l'Afrique de l'Ouest. Les profils pays seront actualisés tous les cinq ans afin de mesurer les progrès réalisés en matière de sécurité alimentaire.

¹ L'élaboration des profils de sécurité alimentaire est une initiative du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO) en partenariat avec le Comité Permanent Inter - Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel (CILSS) et les autres acteurs régionaux de la sécurité alimentaire.

Appréhender les causes liées aux disponibilités alimentaires

Pour appréhender la disponibilité alimentaire, l'entrée « **production agricole** » a été analysée, dans ses *dimensions ressources productives, productivité des systèmes de production, services agricoles et facteurs climatiques*.

Les différentes dimensions liées à la production agricole sont relativement bien renseignées, par un système de suivi annuel des campagnes et par des enquêtes agricoles nationales plus approfondies dont la fréquence et la régularité varient selon les pays. Toutefois, les données sur la production céréalière beaucoup mieux renseignées que celles relatives aux autres productions, notamment maraîchères, halieutiques ou animales.

L'analyse a également porté sur les « **approvisionnements extérieurs** » dans la mesure où ils sont une variable d'ajustement importante. Le bilan céréalier permet d'avoir les informations relatives aux importations commerciales et à l'aide alimentaire. Le bilan céréalier ajuste les données relatives aux volumes de production et d'importations (commerciales et aide alimentaire) en tenant compte des exportations ainsi que de la variation des stocks.

EuropeAid/E6

ROSA est une initiative de :



COMMISSION
EUROPÉENNE

N° 5 Mai 2008

EN/FR

Une limite significative en termes de suivi des approvisionnements extérieurs renvoie au fait que les *flux commerciaux sous-régionaux ne sont pas pris en compte dans le bilan céréalier*. Or, ils sont une variable importante susceptible d'influer fortement sur les disponibilités alimentaires, comme l'a récemment révélé la crise alimentaire qu'a connue le Niger en 2005.

Le bilan céréalier met en regard les données relatives aux disponibilités alimentaires avec les besoins de consommation de la population. Il calcule la part des besoins qui sont satisfaits par la production nationale, donnant ainsi une indication du taux de dépendance du pays aux approvisionnements extérieurs. Toutefois, les variables utilisées dans le bilan céréalier sont des données agrégées et ne correspondent en aucun cas à un suivi effectué auprès des ménages.

L'encadré n°1 présente les principaux indicateurs qui ont été retenus pour analyser les causes liées aux disponibilités alimentaires.

Encadré n°1 : Principaux indicateurs retenus pour appréhender les causes liées aux disponibilités alimentaires

Production et ressources productives : 1) potentiel des terres arables; taux d'utilisation des terres arables ; 2) potentiel des terres irrigables ; taux d'utilisation des terres irrigables ; 3) évolution productions vivrières et de rente & lien avec évolution des surfaces cultivées

Vulnérabilité agricole : 1) pluviométrie et pluviosité ; 2) glissement des isohyètes ; 3) dégradation des terres ; 4) part de la production irriguée

Productivité : 1) évolution des rendements des cultures vivrières et de rente ; 2) évolution de l'utilisation d'engrais et de semences certifiées pour les cultures vivrières & de rente ; 3) accès à l'équipement, conseil/ encadrement

Facteurs démographiques : 1) croissance annuelle; 2) taux d'urbanisation ; 3) évolution de la production disponible par habitant en lien avec les besoins

Approvisionnement des marchés : 1) évolution des importations commerciales et de l'aide alimentaire ; 2) évolution des stocks nationaux ; 3) évolution du taux de couverture des besoins par la production nationale.

Appréhender les causes limitant l'accès aux aliments

Afin d'appréhender les causes limitant l'accès **monétaire aux aliments**, l'analyse est revenue sur l'*incidence de la pauvreté*, au niveau national et au niveau des différentes régions d'un même pays. Ce sont les seuils nationaux de pauvreté qui ont été utilisés, même si la mesure de la pauvreté varie selon les pays : dans certains pays, elle est

exprimée par un seuil monétaire, dans d'autres elle est exprimée par un seuil traduisant les dépenses des invidus ou encore le pourcentage des revenus consacrés à l'achat d'un panier alimentaire de base. L'indicateur relatif à l'incidence de la pauvreté a été affiné par un indicateur mesurant l'*incidence de la vulnérabilité*, généralement compilé par le PAM (département du suivi de la vulnérabilité –VAM), qui, tient compte de la part des revenus consacrés à l'alimentation complétée par un score de diversité alimentaire. En outre, un indicateur permettant de renseigner les *inégalités* au sein de la population a été pris en compte.

Des indicateurs visant à appréhender les causes limitant l'**accès physique aux aliments** ont été également renseignés. Ainsi, le *fonctionnement des marchés* a été analysé, en se penchant sur les infrastructures de stockage et de transport, la répartition spatiale et l'état d'équipement des marchés principaux et secondaires. Afin d'analyser la façon dont l'offre était mise en relation avec la demande, l'étude s'est penchée sur le *fonctionnement des filières agricoles*. L'analyse est notamment revenue sur la capacité des différents pays en termes de *transformation agro-alimentaire*, en distinguant le secteur de la transformation artisanale de celui de la transformation industrielle. Ceci a permis de constater que les données relatives à la transformation artisanale étaient très peu nombreuses et mal valorisées dans la comptabilité nationale ; or, la transformation artisanale joue un rôle important, car elle permet de lisser la disponibilité des produits périssables tout au long de l'année (exemple : les conserves de fruits, le séchage de poissons etc.) et assurent aux ménages ruraux –en particulier aux femmes - un complément de revenu souvent non négligeable.

En outre, l'analyse a documenté les *mécanismes de régulation des filières* mis en place par les Etats –dans plusieurs pays du Sahel, la suppression des subventions aux intrants ou des prix garantis aux producteurs a fortement contribué à déstructurer les filières nationales. De même, l'analyse de la *structuration des différents acteurs d'une même filière* a permis de constater que souvent, les producteurs étaient moins organisés que les collecteurs, les transporteurs, les grossistes ou les détaillants, ce qui compliquait la mise en relation de l'offre et de la demande et contribuait à maintenir un prix au producteur trop bas –d'où les impacts négatifs sur la pauvreté en milieu rural.

L'**encadré n°2** présente les principaux indicateurs retenus pour documenter les causes liées à l'accès monétaire et physique aux ressources alimentaires.

Encadré n°2 : Principaux indicateurs retenus pour appréhender les causes liées à l'accès aux ressources alimentaires

Pauvreté & vulnérabilité : 1) évolution de l'incidence de la pauvreté et de l'extrême pauvreté; national & urbain/rural ; 2) incidence et vulnérabilité par région & par catégorie socio professionnelle 3) sources de revenus

Fonctionnement des marchés : 1) capacité de stockage et répartition sur le territoire ; taux d'utilisation de la capacité ; 2) maillage des marchés principaux et secondaires ; 3) infrastructures de transport

Fonctionnement des filières : 1) transformation agro-alimentaire ; 2) mécanismes de régulation mis en place par l'Etat ; 3) organisation des acteurs privés

Appréhender les causes liées à la mauvaise utilisation des ressources alimentaires

Une première entrée relative à l'**état sanitaire et nutritionnel de la population** a été documentée. Les indicateurs relatifs à l'incidence de la malnutrition chronique (taille/âge) et aiguë (poids/taille) chez les enfants de moins de 5 ans ont été présentés, en distinguant l'incidence au niveau national et au niveau des différentes régions d'un même pays. Ces indicateurs ont été complétés par un indicateur sur l'état nutritionnel des femmes en âge de procréer (l'indice de masse corporel).

Afin d'expliquer les causes du mauvais état sanitaire et nutritionnel des populations, l'analyse s'est penchée sur la **consommation alimentaire**, dans ses dimensions quantité et qualité. Chez les enfants, un éclairage a été apporté par rapport aux pratiques d'allaitement et de sevrage. Pour la population en général, la diversité du régime alimentaire et la qualité sanitaire des aliments ont été analysées. Par ailleurs, l'analyse est revenue sur l'environnement culturel, qui renvoie aux habitudes alimentaires (tabous, interdits notamment) et à la répartition des aliments au sein du ménage.

L'analyse a été complétée par des indicateurs visant à évaluer l'**accès aux services sociaux de base**, en tant que facteurs explicatifs du mauvais état sanitaire et nutritionnel des populations.

A noter que le fait de **retenir les indicateurs de malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans**

est susceptible d'entraîner un biais dans l'analyse de la situation nutritionnelle de l'ensemble de la population. En effet, la situation nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans renvoie à des facteurs spécifiques : elle est ainsi plus directement liée à des pratiques d'allaitement et de sevrage, la possibilité de disposer des aliments de compléments qu'à l'évolution de la structure de production ou de la capacité d'accès à l'alimentation par exemple. En termes méthodologiques, il faudrait pouvoir renseigner la situation nutritionnelle d'autres groupes de la population afin d'établir des liens avec les deux autres piliers de l'insécurité alimentaire, mais ces indicateurs sont rarement disponibles.

De façon générale, les indicateurs liés à la mauvaise utilisation des aliments –cf. l'**encadré n°3**, sont beaucoup moins bien renseignés que les indicateurs relatifs aux disponibilités ou à l'accès.

Encadré n°3 : Principaux indicateurs retenus pour appréhender les causes liées à l'utilisation des ressources alimentaires

Description de la situation nutritionnelle: 1) incidence de la malnutrition chronique et aiguë chez les enfants de moins de 5 ans, évolution sur 10 ans & désagrégation au niveau régional 2) situation nutritionnelle des femmes en âge de procréer

Pratiques alimentaires chez les enfants : 1) taux d'allaitement exclusif chez enfants jusqu'à 6 mois ; 2) âge d'introduction et type d'aliments de compléments

Pratiques alimentaires de la population en général : 1) diversité alimentation ; 2) tabous et interdits

Situation sanitaire : 1) accès à l'eau potable/ aux infrastructures de santé

Les efforts d'investissements dans le domaine de la sécurité alimentaire

L'analyse des principales causes de l'insécurité alimentaire a été complétée par des informations permettant d'apprécier les orientations et les moyens mis en œuvre par les politiques publiques pour y faire face. Cela a permis d'évaluer les priorités accordées aux politiques de sécurité alimentaire, les efforts d'investissements des pays et leur capacité en matière de prévention, d'alerte et de gestion des crises alimentaires. L'**encadré n°4** présente les indicateurs retenus en relation avec les politiques et les investissements dans la sécurité alimentaire.

Encadré n°4 : Principaux indicateurs retenus pour apprécier les politiques et les efforts d'investissements dans le domaine de la sécurité alimentaire

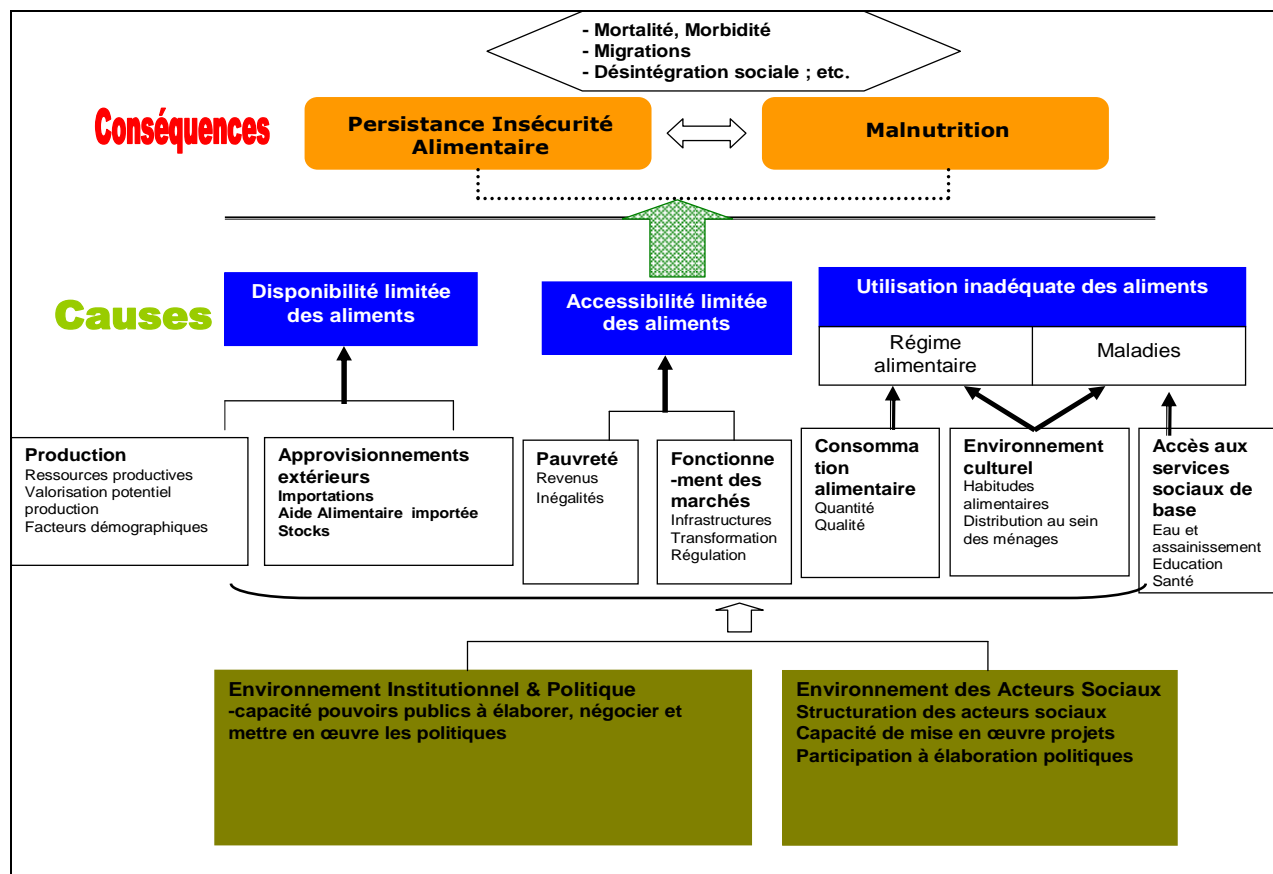
Priorités accordées aux politiques de sécurité alimentaire: 1) existence d'un document de stratégie de sécurité alimentaire et plan de mise en œuvre ; 2) articulation avec les politiques de lutte contre la pauvreté et des politiques sectorielles

Effort national d'investissements : 1) part du budget agricole / budget national ; 2) investissements spécifiques (hydraulique, recherche, encadrement, intrants, transformation agro-alimentaire) ; 3) investissement dans le domaine de la nutrition et de la santé

Capacité en matière de prévention, d'alerte et de gestion des crises : 1) existence et fonctionnalité des systèmes d'alerte précoce ; 2) type d'information collectée ; 3) existence et fonctionnalité des cadres de concertation ; 4) mécanismes nationaux de gestion des stocks

Conclusion

Cette analyse a permis de questionner le cadre conceptuel permettant d'appréhender les causes de l'insécurité alimentaire –il est schématisé ci-dessous. Elle a permis de mettre en relation les différents piliers de l'insécurité alimentaire et de confirmer certaines limites des indicateurs disponibles. D'où un travail de recherche à poursuivre pour identifier des indicateurs plus fiables tout en n'étant pas trop coûteux à collecter.



Point sur la situation alimentaire et nutritionnelle

Aperçu régional
Afrique de l'Ouest

Cet article revient sur les résultats préliminaires de l'étude, l'analyse s'étant basée sur le cadre conceptuel présenté dans l'article précédent. La synthèse régionale et les profils pays de sécurité alimentaire sont en cours de validation dans les neuf pays du Sahel ayant participé à cette initiative : le Burkina Faso, le Cap Vert, la Gambie, la Guinée Bissau, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et le Tchad.

Une augmentation des productions vivrières qui repose essentiellement sur l'extension des superficies cultivées

Les différents pays sont inégaux en termes de réserves en terres aptes à l'agriculture, certains étant fortement contraints à l'image par exemple du Cap Vert. Malgré des réserves importantes dans les autres pays, l'augmentation des surfaces de production se fait de plus en plus sur les terres marginales. La tendance à l'extensification de l'agriculture est donc commune aux pays de la région. Elle pose, avec acuité, la question de la durabilité de ce modèle extensif.

En parallèle, on constate dans plusieurs pays de la région une diminution de la surface moyenne cultivée par actif agricole qui révèle une augmentation de la pression sur les ressources foncières. Dans la mesure où cette diminution n'est pas suivie de progrès en termes d'intensification de la production, les revenus tirés de l'agriculture ne permettent pas de satisfaire les besoins des ménages ruraux. Au Sénégal par exemple, en trois décennies, ce phénomène s'est aggravé par une mauvaise gestion du foncier, notamment par la non réglementation des régimes de succession et de transmission des terres, comme c'est par exemple le cas au Cap Vert.

Peu de progrès en termes d'intensification, qui bénéficient essentiellement aux cultures de rente

Sur les deux dernières décennies, les rendements de la plupart des cultures sont faibles et très fluctuants, essentiellement liés à la pluviosité, avec une tendance à la stagnation. Les efforts d'intensification et d'aménagement des surfaces irrigables ont essentiellement bénéficié aux productions de rentes.

Au Mali par exemple, l'utilisation d'intrants bénéficie quasi exclusivement à la production de coton dans la zone Compagnie Malienne de Développement des Textiles (CMDT) et de riz dans

l'Office du Niger où le rendement a doublé en 20 ans. Au Cap Vert, la quasi-totalité des surfaces irriguées est consacrée à la production de canne à sucre et, dans une moindre mesure et depuis plus récemment, à la production de produits maraîchers.

Malgré de fortes disparités entre les pays, la dépendance aux importations est contenue

Globalement, au niveau du CILSS, la production ne parvient pas à couvrir les besoins de consommation, mais sur les deux dernières décennies la dépendance alimentaire semble relativement contenue et stable. Ce constat au niveau régional masque toutefois de fortes disparités entre les pays. Le taux de couverture des besoins alimentaires par la production nationale de céréales est particulièrement faible au Cap Vert (de l'ordre de 10 à 15%, avec de fortes fluctuations sur les deux dernières décennies) et en Mauritanie (où il se détériore sensiblement, pour atteindre environ 25% en 2005).

La pauvreté structurelle demeure la principale limite à l'accès des populations vulnérables aux ressources alimentaires

A l'exception du Cap Vert où l'incidence de la pauvreté est relativement limitée par rapport aux autres pays de la sous-région (elle se situe autour de 37% en 2002, avec 20% de pauvres et 17% de très pauvres²), la pauvreté continue dans la plupart des autres pays à toucher plus de la moitié de la population³.

La pauvreté est avant tout un phénomène rural qui touche en premier lieu les producteurs agricoles

Dans les pays du Sahel, l'incidence de la pauvreté est largement plus forte en milieu rural qu'en milieu urbain. L'incidence de la pauvreté est plus forte parmi les populations dont les revenus dépendent essentiellement de l'agriculture. En Gambie par exemple, 91% des ménages très pauvres ont indiqué travailler dans l'agriculture. Détenir du bétail ou être en mesure de diversifier ses revenus par des activités complémentaires

-

² Le seuil de pauvreté nationale a été fixé à 60% de la moyenne des dépenses des individus au sein des ménages contre 40% pour les très pauvres.

³ Dans les différents pays, il n'y a pas de définition ni a fortiori de mesure harmonisée de la pauvreté.

contribuent fortement à limiter la pauvreté et la vulnérabilité.

Investir dans les filières agricoles pour améliorer l'accès physique et économique aux aliments

Dans plusieurs pays, l'isolement et la dispersion des producteurs, leur accès difficile à l'information, leur faible capacité de négociation face à des commerçants ou transformateurs souvent en position d'oligopole contribuent à maintenir des prix aux producteurs à des niveaux bas.

Par ailleurs, des difficultés importantes ont été constatées au niveau de la transformation, du transport, du stockage ou de la distribution de ces produits. Concernant la transformation des produits agricoles, certains pays tels le Sénégal, le Burkina Faso ou le Mali ont toutefois obtenu des résultats encourageants pour les autres pays de la sous-région.

L'urbanisation croissante entraîne une demande de produits transformés de qualité et appelle le renforcement de l'ensemble des filières agricoles régionales, au-delà de la production.

Les pays du Sahel comptent parmi ceux au monde où la situation nutritionnelle demeure la plus préoccupante

La plupart des pays sahéliens enregistrent des taux de malnutrition chronique chez les enfants de moins de 5 ans supérieurs à 20%, seuil considéré comme critique par l'OMS.

La Guinée Bissau, le Tchad et le Burkina Faso, avec des taux autour de 40%, sont parmi les pays où la situation est la plus critique. Au Niger, ce taux s'élève à 60%. Certains pays affichent également des taux de malnutrition aiguë supérieurs au seuil critique de 10% défini par l'OMS. Le taux de malnutrition aiguë atteint 20% au Niger et au Burkina Faso. La Gambie est le seul pays où les taux de malnutrition ont diminué au cours de dix dernières années grâce à une amélioration de l'accès aux services, notamment de santé en milieu rural.

La malnutrition trouve des facteurs explicatifs au-delà de la disponibilité alimentaire et de la pauvreté

On constate que d'autres facteurs que la pauvreté ou le déficit de production contribuent à expliquer la situation de malnutrition. Les zones où les taux de malnutrition sont les plus élevés ne correspondent pas forcément aux zones les plus

vulnérables en termes de revenus ni à celles qui sont déficitaires en termes de production agricole.

La malnutrition s'explique notamment par des pratiques alimentaires non satisfaisantes. Si certaines peuvent être liées à des questions de pouvoir d'achat ou de faisabilité pratique, d'autres sont davantage du ressort de l'éducation nutritionnelle. Ce manque se révèle notamment par les pratiques d'allaitement, puisque dans les différents pays du CILSS, contrairement aux recommandations de l'OMS, on est loin d'un allaitement exclusif généralisé pour les enfants jusqu'à six mois.

En outre, on note une faible diversité de la consommation alimentaire de la population en général. Ainsi, dans certains pays ou régions, la malnutrition est moins forte en période de soudure car la population a accès à un régime alimentaire plus diversifié. La faiblesse de l'accès à l'eau, à l'assainissement et aux soins, contribue également à expliquer la situation nutritionnelle observée.

Conclusion

Les travaux ont permis de soulever des enjeux de plusieurs ordres, avec la modernisation du secteur agricole qui apparaît incontournable et urgente si la région veut limiter sa dépendance aux importations et lutter contre une pauvreté dont l'incidence est particulièrement forte parmi les ménages qui dépendent de l'agriculture. Il est par ailleurs nécessaire de renforcer les efforts pour comprendre les causes à l'origine de la mauvaise utilisation des aliments, la malnutrition demeurant un phénomène très préoccupant au Sahel qui contribue fortement à fragiliser la sécurité alimentaire des populations.

Face à ces enjeux, des politiques plus ambitieuses et davantage transversales sont nécessaires, en veillant à ce qu'elles soient fondées sur une assise sociale suffisamment solide.

Auteurs :

- Gret (Anne Wagner, Bénédicte Hermelin et Olivier Bruyeron), Iram (Vanessa Alby-Flores et Benoît Favière-Dupaigne) et Ici (Claire Kaboré et Claire Ficini), en collaboration avec des consultants nationaux de chaque pays.

- Coordination technique et méthodologique : CSAO/OCDE (Léonidas Hitimana), CILSS (Amadou Konaté), FEWS NET (Salif Sow)

Concepteurs, propriétaires de l'initiative & contacts :

- CSAO, Jean Sibiri Zoundi
(sbirijean.zoundi@oecd.org)
- CILSS, Dramane Coulibaly
(dramane.coulibaly@cilss.bf)

Brèves internationales

Les pays de la CEDEAO à la recherche d'une stratégie commune pour faire face à la hausse des prix des denrées alimentaires

Une réunion extraordinaire des Ministres du Commerce, de l'Agriculture, de l'Economie et des Finances, des Etats membres de la CEDEAO s'est tenue le 19 mai dernier au siège de l'organisation régionale à Abuja. L'objectif de la rencontre était d'une part, d'examiner les conséquences de la situation de la hausse des prix des denrées alimentaires en Afrique de l'Ouest et, d'autre part, de dégager des mesures pour i) juguler à court terme la tendance haussière des prix sur les populations et les Etats membres et ; et ii) enrayer, à moyen et long termes, les risques de crise alimentaire dans la sous région.

Les Ministres ont adopté l'**offensive régionale pour la production alimentaire et la lutte contre la faim**, qui repose sur :

- **trois axes thématiques** : (i) l'accroissement rapide et durable des productions alimentaires, pour réduire la dépendance à l'égard des importations, faire reculer la pauvreté en milieu rural ; (ii) la structuration des filières et la régulation des marchés , pour assurer des débouchés sécurisés aux productions, stabiliser les marchés, adapter les produits à la demande ; (iii) la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations vulnérables, par la mise en place des filets de sécurité appropriés dans les zones rurales et en milieu urbain.
- **trois horizons temporels** : (i) les mesures d'urgence immédiates ; (ii) les mesures pour une croissance agricole rapide et l'élimination de la faim à moyen terme ; (iii) les mesures à long terme.
- **trois niveaux de gouvernance et de responsabilité**, à travers la combinaison et la cohérence des interventions: (i) au niveau national sous la responsabilité des Etats, avec les acteurs ; (ii) au niveau régional sous la responsabilité de la CEDEAO et des autres institutions et organisations d'intégration et de coopération ; (iii) au niveau international : Nations Unies, OMC, etc.

WTO Agriculture Negotiations: Few changes in food aid provisions

The chairperson of agriculture negotiations, Ambassador Crawford Falconer, circulated his latest revised draft modalities for agriculture on May 19. There have been few changes in food aid provisions compared to previous texts.

General disciplines apply to all food aid transactions. They concern untying food aid, providing aid in fully grant form and prohibiting all re-exportation. It is also specified that donor countries are encouraged to *move increasingly towards more untied cash-based food aid*. To this end, local or regional purchases should be preferred whenever possible.

Specific provisions are made for emergency food aid (*safe box*). Aid is not subject to disciplines if it is triggered by a declaration of an emergency by the recipient country or relevant international organisations, such as the UN, WFP, Red Cross, etc. Regional organisations and internationally recognised NGOs can also make emergency appeals. Monetisation of aid in the safe box is prohibited, except for LDCs.

The revised text specifies that in-kind food in non-emergency situations *shall be based on needs assessment carried out by an international or regional intergovernmental organization or by a donor government or humanitarian non-governmental organization of recognized standing, working in partnership with a recipient country government*.

Monetisation of food aid apart from emergency situations remains the main stumbling block. On the one hand, the European Union is pushing for stricter regulations and total prohibition of monetisation, apart from in exceptional circumstances. On the other hand, the United States are very reluctant to limit monetisation. Provisions for this remain to be defined (in brackets in the text).

For more information, see Revised Draft Modalities for Agriculture (19 May), Annex L: International Food Aid

Ce bulletin a été rédigé par l'équipe du GRET chargée de l'animation du ROSA (Réseau opérationnel de sécurité alimentaire). C'est une initiative de EuropeAid E6 (appui thématique sécurité alimentaire, développement rural et environnement) en collaboration avec EuropeAid G4 (formation et gestion des connaissances). Les points de vue exposés ne représentent en aucun cas le point de vue officiel de la Commission européenne.